HAL
open science

Ancrer la political ecology of the state dans la matérialité de l'eau. Exemple à partir des aménagements d'irrigation turcs

Selin Le Visage

To cite this version:

Selin Le Visage. Ancrer la political ecology of the state dans la matérialité de l'eau. Exemple à partir des aménagements d'irrigation turcs. Géocarrefour - Revue de géographie de Lyon, 2022, 96 (2), 10.4000/geocarrefour.17991 . hal-03737811

HAL Id: hal-03737811

https://hal.science/hal-03737811v1

Submitted on 25 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Géocarrefour

96/2 | 2022
Chercheurs d'eau au temps des changements globaux. Quel avenir pour les territoires ? (2)

Ancrer la *political ecology of the state* dans la matérialité de l'eau. Exemple à partir des aménagements d'irrigation turcs

Anchoring the political ecology of the state in the materiality of water. An example from Turkish irrigation schemes

Selin Le Visage

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/geocarrefour/17991
ISSN : 1960-601X

Éditeur
Association des amis de la Revue de géographie de Lyon

Ce document vous est offert par Université de Pau et des Pays de l'Adour

Référence électronique
Selin Le Visage, « Ancrer la *political ecology of the state* dans la matérialité de l'eau. Exemple à partir des aménagements d'irrigation turcs », *Géocarrefour* [En ligne], 96/2 | 2022, mis en ligne le 06 juillet 2022, consulté le 24 juillet 2022. URL : http://journals.openedition.org/geocarrefour/17991

Ce document a été généré automatiquement le 24 juillet 2022.

Tous droits réservés

Ancrer la *political ecology of the state* dans la matérialité de l'eau. Exemple à partir des aménagements d'irrigation turcs

Anchoring the political ecology of the state in the materiality of water. An example from Turkish irrigation schemes

Selin Le Visage

Introduction : interroger la dimension spatiale de la dialectique socio-étatique

De plus en plus de recherches au sein de la géographie de l'eau francophone proposent des croisements avec la *political ecology*, qui connait un succès croissant en France depuis la fin des années 2000 (Germaine *et al.*, 2019 ; Barone *et al.*, 2019). Ces recherches ont en commun d'affronter la question du pouvoir dans les changements environnementaux (Svarstad *et al.*, 2018) – que ce soit en interrogeant la production de *discours,* savoirs et représentations sur l'eau (Bouleau et Fernandez, 2012 ; Aubriot *et al.,* 2018) ou en démêlant les relations sociales, économiques et politiques qui traversent les *pratiques* d'accès, de distribution, d'utilisation et de gestion de l'eau (Molle, 2012 ; Blanchon et Graefe, 2012 ; Ivars et Venot, 2018). Cette approche apparait comme complémentaire d'une géographie francophone critique déjà existante qui interroge les processus de mise en ressource de l'eau (Clarimont, 2015 ; Blot et Besteiro, 2017). En atteste le nombre croissant de thèses qui engagent une réflexion sur des notions au cœur de la *political ecology* de l'eau[1] à partir de leur ancrage dans une géographie sociale, culturelle ou politique de l'environnement (e.g. Crombé, 2017 ; Flaminio, 2018 ; Perrin, 2018 ; Auvet, 2019 ; Drapier, 2019 ; Boyer, 2020 ; Le Visage, 2020 ; Resch, 2020 ; Rouillé-Kielo, 2020).

Dans la littérature anglophone aussi, de plus en plus de *political ecologists* appellent à un rapprochement explicite avec la *political geography* (Robbins, 2008 ; Ioris, 2014). En résulte une émergente *political ecology of the state* qui invite à mieux interroger la construction même de notions telles que « l'État » ou le « territoire » (Robertson, 2015 ; Harris, 2017 ; Loftus, 2020). Cet article propose de mettre en avant les débats croisés qui traversent à la fois cette *political ecology of the state*, qui considère de plus en plus « l'État comme effet » plutôt que comme un tout homogène statique et distinct de la société (Mitchell, 1991 ; Migdal, 1994), et une géographie politique de l'eau qui étudie les liens entre ressources, infrastructures et façonnage des territoires avec une acception diffuse, non stato-centrée, du pouvoir (Redon *et al.,* 2015 ; Blot et Besteiro, 2017).

Un double débat justifie *a minima* une mise en dialogue de ces différentes recherches qui placent le pouvoir au cœur de la question territoriale. D'abord, en s'appuyant sur l'exemple du développement de l'irrigation, cet article propose d'articuler des approches de la territorialité qui sont encore souvent mises en opposition (Murphy, 2012 ; Fall, 2012 ; Bassett et Gautier, 2014 ; Ghiotti, 2018), à savoir une approche stratégique centrée sur le contrôle des territoires, des ressources et des populations (Sack, 1986) et une approche relationnelle démêlant les rapports de pouvoir entre différents acteurs autour des ressources (Raffestin, 1980). Ensuite, et de manière liée à ce premier point, l'article revient aussi sur les façons de lire les tensions pour la matérialisation des projets territoriaux autour de l'eau, qu'il s'agisse d'une lecture techno-politique portant sur le rôle politique des grands programmes d'aménagement centralisés (Scott, 1998 ; Swyngedouw, 1999 ; Harris, 2012 ; Menga et Swyngedouw, 2018) ou d'une lecture plus sociotechnique révélant les processus locaux (mais pas moins politiques) d'appropriation de l'eau (Aubriot, 2013 ; Mollinga, 2014 ; Valadaud et Aubriot, 2019). À travers ce double débat, cet article montre ainsi l'intérêt d'ancrer la *political ecology of the state* dans la matérialité de l'eau. Une approche par les pratiques d'irrigation permet d'observer « par le bas » les interventions étatiques dans les territoires ruraux. Il s'agit i) de comprendre les *stratégies* et les *tactiques* des divers acteurs intervenant autour des objets techniques étudiés (de Certeau, 1990), ii) d'ouvrir la boîte noire de l'ordre étatique et de l'ordre social pour interroger plutôt la porosité de leurs relations et leur rôle dans le façonnage des territoires (Aymes *et al.*, 2014 ; Massicard, 2019).

Cet article prend l'exemple d'un programme de développement de l'irrigation en Turquie qui visait la construction de « 1000 réservoirs collinaires en 1000 jours ». L'ambition éminemment politique de ce programme national ambitieux invite rapidement à une analyse sous l'angle de l'hydraulique stratégique[2] (Faggi, 1990). Toutefois, le périmètre irrigué associé à chaque petit réservoir collinaire était utilisé et géré à l'échelle du village, d'où l'intérêt d'étudier les modalités de leur appropriation localement pour démêler les transactions et négociations à l'œuvre lors de la mise en œuvre des projets.

Dans un premier temps, l'article revient sur les dimensions stratégiques et relationnelles des processus de territorialisation autour de l'eau et montre que la matérialité de l'irrigation permet de lire différentes manières de gouverner en actes, ou en action. Il présente ensuite le programme turc des « 1000 réservoirs en 1000 jours », avant de montrer d'une part comment celui-ci matérialise l'idée d'un État fort sur le territoire, puis d'autre part ce que la dimension sociotechnique de l'irrigation au niveau local révèle de la porosité des relations État-société. Pour cela, l'article s'appuie

sur l'exemple des aménagements et pratiques d'irrigation à Emiralem, village de la région égéenne d'Izmir. Il discute finalement de la tension entre aménagement et ménagement, entre coercition et arrangements – et ce même (ou surtout) dans des contextes décrits comme autoritaires.

Ancrer l'émergente *political ecology of the state* dans la matérialité de l'irrigation

> « Il y a le "Pouvoir" et le "pouvoir". Mais le premier est plus facile à cerner car il se manifeste à travers des appareils complexes qui enserrent le territoire, contrôlent la population et dominent les ressources. C'est le pouvoir visible, massif, identifiable. [...] Le pouvoir [en minuscule] est assuré de pérennité car il n'est plus visible, il est consubstantiel de toutes les relations » (Raffestin, 1980, p. 45)

États, infrastructures et territoires : entre processus de légitimation étatique et politique du quotidien

La conception de la territorialité comme une stratégie de contrôle (Sack, 1986) traverse de nombreuses recherches en *political ecology*. L'« *internal territorialization* » renvoie notamment au processus à travers lequel une institution étatique, à l'intérieur de ses frontières nationales, établit un contrôle sur les ressources naturelles et sur les personnes qui les utilisent (Vandergeest et Peluso, 1995 ; Peluso et Lund, 2011). Les grands projets hydrauliques perpétuent une logique technocentrique (Scott, 1998 ; Menga et Swyngedouw, 2018 ; Rusca *et al*., 2019). Les infrastructures ont en effet une fonction politique pour des États en quête de légitimation, la consolidation de leur pouvoir passant par le façonnage de nouvelles géographies nationales (Swyngedouw, 1999 ; Crow-Miller *et al.,* 2017 ; Perreault, 2021). Les barrages surtout sont dotés d'une forte valeur symbolique (Mitchell, 2002 ; Ghiotti et Molle, 2008 ; Molle *et al*., 2009). La *political ecology* n'est bien sûr pas la seule à étudier la constitution mutuelle de l'État et des ressources (Bridge, 2014 ; Koch et Perreault, 2019). La géographie politique aussi a souligné les enjeux techno-politiques liés aux aménagements hydrauliques (Faggi, 1990). Avec un remodelage en profondeur des paysages et la normalisation des espaces à contrôler, le développement de l'irrigation répond, par exemple, à la fois à des objectifs économiques et à l'ambition de maîtriser l'eau, le foncier et, *in fine,* l'agriculteur.

Toutefois, en se focalisant sur les seuls processus de domination étatique d'un côté ou de résistance paysanne de l'autre, certaines de ces recherches ont décrit l'État comme un acteur prédéfini, un tout homogène « à part » (Loftus, 2020). Pourtant, les stratégies et « *motivations sous-jacentes à la territorialisation sont aussi diverses que les acteurs qui les promeuvent* » (Bassett et Gautier, 2014, p. 16). La territorialisation ne se résume pas à une dynamique descendante dans un cadre administratif et juridique déterminé (Raffestin, 1980 ; Marié, 1996 ; 2004 ; Ghiotti, 2018). Une perspective relationnelle, centrée à la fois sur les rapports des acteurs *à* la ressource et sur les rapports de pouvoir entre acteurs *autour* de la ressource, invite à accorder une attention plus fine aux pratiques ordinaires d'une diversité d'acteurs intervenant dans l'accès à l'eau. Il s'agit de prêter une attention particulière à leurs expériences plus banales du pouvoir, à leurs « manières de faire » au quotidien (de Certeau, 1990). Cela permet, par exemple, de comprendre les arrangements[3] implicites et souterrains trouvés entre irrigants et

agents des administrations face à des règles prévues au niveau national et inadaptées au contexte local (Olivier de Sardan, 2004), ou encore les injonctions contradictoires reçues par les ingénieurs lors de la mise en œuvre des projets, entre efficacité technique et contraintes politiques locales (Lees, 1986). Cette politique du quotidien impacte directement les modalités de gestion de l'eau et les transformations territoriales à l'œuvre. Le pouvoir, dans une acception foucaldienne assumée en *political ecology* et en géographie politique de l'environnement, est bien au cœur de la production relationnelle des territoires. Les arrangements et bricolages du quotidien étant toutefois influencés par des structures sociales et politiques plus larges, la territorialité stratégique est encore pertinente pour comprendre en quoi certaines institutions restent plus « persistantes » que d'autres (Murphy, 2012). Plutôt que d'opposer territorialité stratégique et relationnelle, il s'agit donc d'envisager leur complémentarité pour prendre en compte la multiplicité des acteurs et échelles de la territorialisation.

L'État « comme effet » au prisme des objets techniques

Certains *political ecologists* ont invité leurs collègues à se tourner pleinement vers les concepts clés de la géographie politique afin d'envisager les limites de « l'État », de la « société » ou des « territoires » comme dynamiques plutôt que stables (Robbins, 2008 ; Harris, 2017 ; Nightingale, 2018 ; Loftus, 2020). Dans un article ayant marqué cette émergente *political ecology of the state*, L. Harris (2012) remobilise le concept de « l'État comme effet » proposé par T. Mitchell (1991), concept qui montre que la limite entre État et société n'existe que comme « *un enjeu permanent* » (Massicard, 2019, p. 14). La production continue des relations État-société passe par le façonnage des représentations que les acteurs locaux ont de l'État.

D'une part, ces représentations se construisent dans la matérialité de grands projets. Un exemple largement étudié est celui de l'immense infrastructure déployée par l'État turc dans le GAP (projet du Sud-Est anatolien), qui impose l'image d'un pouvoir fort (mais contesté) dans une région frontalière et en tension (Bilgen, 2019 ; Akıncı *et al.*, 2020). Réciproquement, dans une perspective technicienne rationnelle, l'irrigant est représenté comme un usager des aménagements étatiques, un bénéficiaire d'investissements massifs réalisés sur fonds publics, supposé par conséquent appliquer les politiques nationales.

D'autre part, l'idée abstraite de l'État se construit aussi dans une matérialité plus ordinaire. Par exemple, pour les producteurs turcs de betteraves sucrières à Erzurum (Anatolie orientale) : « *l'État se manifeste de diverses manières via des fonctionnaires locaux, les formes juridiques, bâtiments, célébrations publiques, la discipline militaire et éducative, il est dans les murs qui entourent l'enceinte de l'usine, la distance qu'est Ankara, et les histoires des âges passés. Mais au-delà de tout cela, l'État continue à définir l'unité et l'appartenance* » (Alexander, 2002, p. 5). Certains *political ecologists* ont donc commencé à appréhender la production des relations État-société au prisme des pratiques locales autour de petits objets techniques. L'étude de Tijuana par K. Meehan (2014) montre le rôle direct des objets dans la délimitation (légitimation ou remise en cause) du pouvoir étatique au quotidien. Dans l'ethnographie de Mumbai réalisée par N. Anand (2017), l'accès à l'eau fourni par l'agence hydraulique marque la reconnaissance d'une citoyenneté de certains habitants en facilitant ensuite leur accès à d'autres services publics : les réseaux d'eau, construits de manière incrémentale en incluant ou excluant

certains groupes sociaux, établissent un réseau symbolique d'appartenance à la ville. Ces exemples, issus d'une recherche plus large et stimulante sur l'eau urbaine et les relations État-société (Bénit-Gbaffou et Oldfield, 2011 ; Kooy, 2014 ; Zug et Graefe, 2014 ; Rodina et Harris, 2016 ; Harris, 2020), montrent comment l'infrastructure urbaine dessine une spatialité inégale du pouvoir étatique.

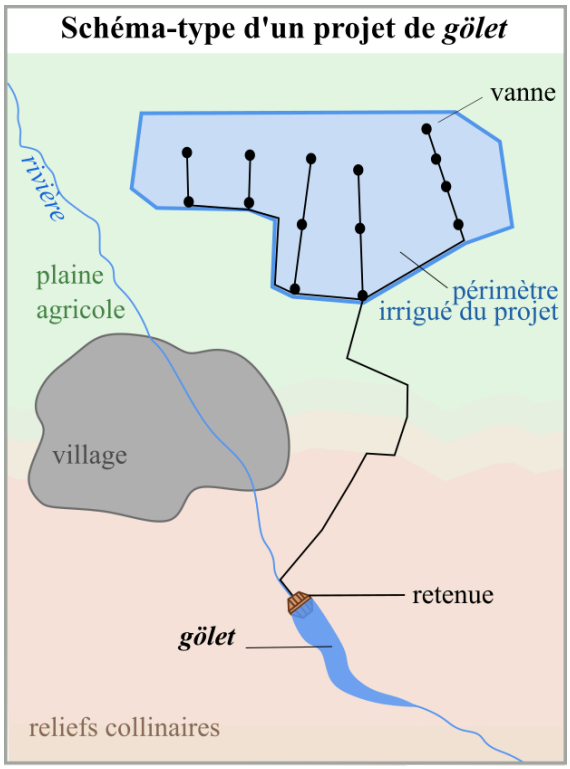
Au sein de cette *political ecology* qui appréhende « l'État comme effet », les recherches rurales ont proposé une étude fine des discours et représentations associés aux projets de développement contestés, mais sont en revanche beaucoup moins nombreuses à analyser les pratiques locales et les manières de gouverner au quotidien (Hommes *et al.*, 2016 ; Romano *et al.*, 2021). Pourtant, des croisements féconds peuvent être imaginés avec d'autres traditions de recherches centrées sur l'irrigation, telles que la *social construction of technology* (Veldwisch et Mollinga, 2013 ; Mollinga, 2014) ou la gestion sociale de l'eau (Aubriot, 2013). Celles-ci ont un positionnement certes moins explicite quant à une théorie de l'État, mais elles démêlent finement l'enchevêtrement des formes privée, publique et collective de la gestion de l'eau agricole en retraçant l'évolution des infrastructures (canaux, vannes, puits, forages), des ressources utilisées (eaux de surface, souterraines) et des règles sociales sur l'eau (accès, utilisation, distribution). L'infrastructure d'irrigation constitue un intermédiaire sociotechnique entre les sociétés et leur environnement et modifie en retour les relations sociales autour de l'eau (van der Kooij *et al.*, 2015 ; Ivars et Venot, 2018)[4]. Partir des pratiques concrètes d'adaptation, voire de détournement de nouvelles infrastructures, révèle ainsi quels arrangements ont été trouvés localement, quelles normes renégociées, quels contournements de règles tolérés ou non, dévoilant plus largement les interactions concrètes entre individus, collectifs d'irrigants et organisations publiques. En suivant la trajectoire des réservoirs collinaires turcs, appelés *gölet*[5], l'article montre l'intérêt d'ancrer l'émergente *political ecology of the state* dans la matérialité de l'eau pour appréhender ensemble la dialectique territoriale et la dialectique socio-étatique.

Suivre le *gölet*, approcher l'État turc « par le bas »

En 2012, le ministre turc des Forêts et des Affaires hydrauliques Veysel Eroğlu a lancé le programme « 1000 *gölet* en 1000 jours », visant à accroître les capacités totales de stockage d'eau du pays de 750 millions de mètres cubes pour irriguer 170 000 hectares supplémentaires. Les réservoirs collinaires devaient en effet favoriser l'irrigation dans les espaces qui n'avaient pas été inclus dans les périmètres de la grande hydraulique (Le Visage *et al.,* 2018). En comparaison d'immenses barrages turcs stockant plusieurs milliards de m^3 d'eau, les ouvrages en remblai des *gölet*, retenant 0,5 à 1,5 millions m^3 d'eau, étaient décrit comme petits par les ingénieurs du DSI (*Devlet Su İşleri*, ou Travaux Hydrauliques de l'État). Il faut toutefois préciser que leur petite taille est relative, la majorité d'entre eux répondant à la définition des grands barrages de l'ICOLD (*International Commission on Large Dams*)[6]. Il est rapidement apparu que les critères techniques permettant de distinguer un petit *baraj* et un *gölet* variaient d'un service à l'autre au DSI selon les ingénieurs interrogés (entretiens à Ankara, 2017 ; Izmir, 2018). Cette ambiguïté laissait une certaine flexibilité pour communiquer sur l'avancement des projets, d'autant plus depuis l'injonction reçue par chaque antenne régionale du DSI à partir de 2012 de construire autant de *gölet* que possible, le plus vite possible.

En revanche, contrairement aux barrages construits pour le développement de la grande hydraulique, les projets de *gölet* ne prévoyaient d'irriguer que quelques dizaines à centaines d'hectares (Figure 1). Les périmètres irrigués ne dépassaient pas l'échelle du village. La mise en œuvre d'un millier de projets au niveau local impliquait donc pour le DSI de devoir faire face à autant de contextes particuliers et d'identifier à chaque fois les acteurs susceptibles d'en reprendre la gestion.

Figure 1 : Schéma type d'un projet d'irrigation à partir de l'eau du *gölet*



Implanté dans le cadre d'un « grand » programme national, mais stocké par une « petite » infrastructure et rapidement approprié par les irrigants, le *gölet* relie dans sa matérialité des politiques de développement nationales et des pratiques agricoles locales, d'où son intérêt pour comprendre *comment* se façonnent les relations État-société du global au local. Suivre la trajectoire du *gölet* (planification, mise en œuvre, appropriation) a permis d'identifier une diversité d'acteurs. Leurs stratégies, leur intérêt pour ces projets d'irrigation et les représentations qu'ils en avaient se lisaient dans leurs pratiques, rencontres et interactions autour de l'objet (Figure 2).

Figure 2 : Partir de l'objet technique pour rencontre et suivre les acteurs

Cette recherche s'appuie sur un travail de terrain de 14 mois, conduit entre 2015 et 2018 dans différents villages du département d'Izmir[7]. Les cours d'eau de la région égéenne sont caractérisées par des étiages sévères. S'il existait déjà des formes d'irrigation collectives (canaux gérés par les autorités de villages), à partir des années 1940 l'administration hydraulique étatique (DSI) y a surtout aménagé de grands périmètres irrigués. L'irrigation y a aussi été développée à l'initiative d'irrigants investissant dans des puits et forages privés, de façon accélérée à partir des années 1990. Une diversité de trajectoires locales en résulte, l'irrigation reposant sur une

utilisation individuelle ou collective d'eaux de surface et/ou souterraines[8]. Suivre la trajectoire du *gölet* dans ces contextes variés a aussi permis de rendre visible une diversité d'acteurs. L'observation des pratiques agricoles à Izmir a donc été complétée d'entretiens ouverts et semi-directifs (n =142) avec des irrigants, des *muhtar* (autorités de villages, à la fois élus par les habitants et représentants de l'État), des représentants de groupements d'irrigants (coopératives et associations d'irrigants), de chambres d'agriculture, de municipalités locales, du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Élevage et du DSI (au niveau opérationnel à Izmir et à la direction nationale d'Ankara). Au vu de la diversité des cas étudiés, l'objectif de l'article n'est pas de présenter les spécificités locales de chaque village, mais de restituer quelques exemples illustrant i) le rôle d'un programme national de développement de l'irrigation pour les sphères politiques et administratives turques, consolidant une certaine représentation de l'État turc, ii) ce que les bricolages sociotechniques révèlent de la porosité des relations État-société à l'arrivée de nouveaux projets transformant les territoires locaux.

Le développement de l'irrigation entre stratégies d'acteurs et perspective relationnelle

« 1000 *gölet* en 1000 jours » : matérialiser l'action d'un État fort sur le territoire national

Le programme de construction des *gölet* était légitimé par un apparent consensus autour de l'idée de modernisation de l'agriculture, consensus dépolitisant facilement la question du développement : « *et* les agriculteurs, *et* la Turquie y gagneront » ('*hem çiftçi hem Türkiye kazanacak*', DSI, 2018). Pour le parti de l'AKP au pouvoir, le programme national des « 1000 *gölet* en 1000 jours » devait fournir des résultats rapides en disséminant une multitude de projets dans tout le pays :

« Il n'y a pas dû y avoir de rapport hydrologique qui conseillait une construction de gölet dans certaines régions en particulier [...]. C'est un programme lancé par le ministre des forêts et des eaux pour améliorer l'irrigation. C'est l'idée d'un seul homme. Et nous, nous en faisons le plus possible, en fonction de ce qui est possible dans notre région » (employé au service d'évaluation et support, délégation régionale du DSI, Izmir, 2017).

Selon des ingénieurs du DSI chargés de la planification des projets agricoles et du transfert des *gölet* au niveau régional, un maximum de retenues a dû être réalisé en urgence avant 2014, année finale du programme des « 1000 *gölet* en 1000 jours », mais aussi année-clé des élections locales et présidentielles (entretien à Izmir, 2017). Le second volet du programme (2016-2019) prévoyait ensuite la construction de 1071 *gölet* supplémentaires, nombre à haute valeur symbolique : 1071 est l'année de la victoire d'Alp Arslan sur les Byzantins lors de la bataille de Manzikert, considérée dans l'historiographie nationale comme l'ouverture des portes de l'Anatolie aux Turcs. Le développement hydraulique participe ainsi activement à la consolidation de l'État-nation en Turquie. La construction d'un millier de *gölet* est présentée comme le nouveau projet « fou » d'un gouvernement fort impliqué dans le développement local. Cette épithète « *est utilisée de manière très consensuelle pour faire vibrer la fibre nationaliste depuis la parution en 2005 d'Ils sont fous ces Turcs, roman sur la guerre d'indépendance (1919-1922) signé Turgut Özakman* » (Pérouse, 2013, p. 7). Elle place ainsi le programme

des *gölet* dans le sillage de projets « fous » spectaculaires bien plus connus, tels que le troisième pont du Bosphore, le troisième aéroport d'Istanbul ou encore le percement, pour le centenaire de la République turque en 2023, du Kanal Istanbul comme un nouveau Bosphore entre la mer Noire et la mer de Marmara.

Il convient cependant de nuancer une vision simplificatrice des objectifs de « l'État » turc perçu comme un tout homogène. Les logiques de l'administration hydraulique dépassent en effet les seules temporalités électorales. D'une part, l'intérêt de ses employés pour les *gölet* s'explique plutôt par la volonté de garantir la raison d'être du DSI. Il s'agissait de perpétuer l'héritage de ce corps d'ingénieurs à travers un nouveau dispositif d'intervention, de poursuivre sa mission hydraulique en inscrivant les *gölet* dans la continuité des grands barrages (augmentation des surfaces irriguées du pays), tout en insistant aussi sur la petite taille des projets pour attester de la possibilité de faire du développement local sans les impacts socio-environnementaux des grands ouvrages controversés : « *Les gölet sont plus adaptés que les barrages pour le développement local* » (employé du DSI à Ankara, 2017)[9]. La mobilisation de différents discours en ce sens a montré la capacité du DSI à s'adapter aux nouvelles injonctions du développement et ainsi à légitimer sa position d'expert sur la scène nationale et sur la scène internationale, où il est très présent. D'autre part, l'opportunisme électoral du programme national n'efface pas la volonté de certains ingénieurs formés en agronomie ou en génie civil de réellement mettre en œuvre les projets d'irrigation. Au-delà des effets d'annonce, des agents du DSI au niveau opérationnel tentent de les faire fonctionner sur le terrain, les représentations technocratiques se frottant alors aux réalités locales.

Appropriation du *gölet* dans des espaces déjà irrigués : ce que la perspective sociotechnique révèle des expériences plus ordinaires de l'État localement

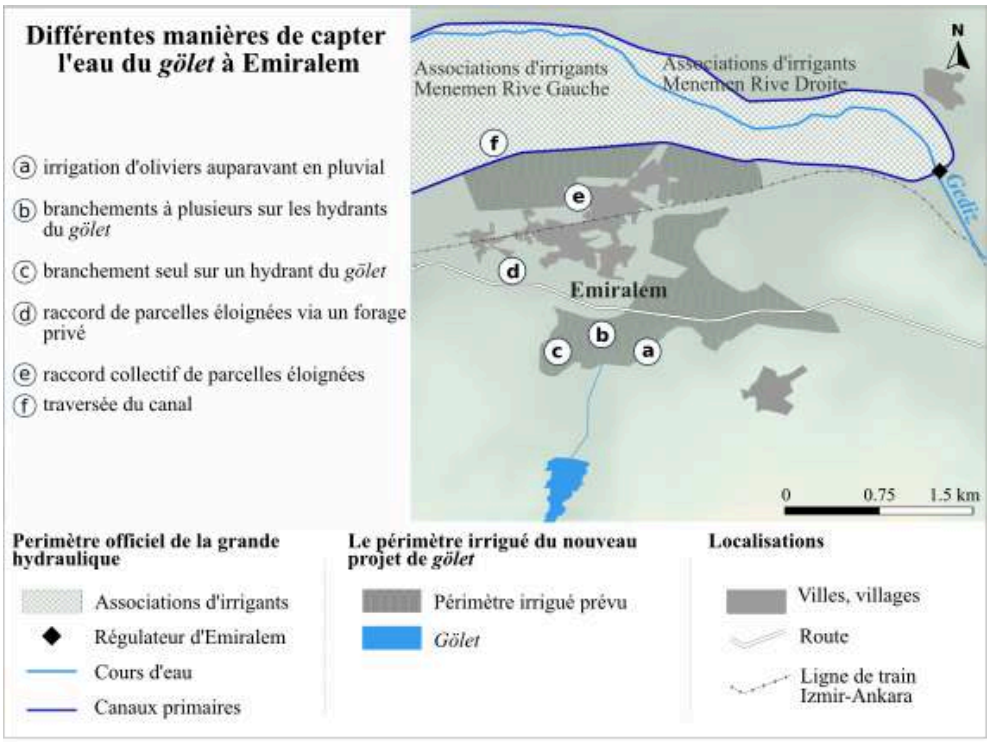
Lors de la mise en œuvre du programme « 1000 *gölet* en 1000 jours », les ingénieurs des antennes régionales du DSI ont dû faire face à des spécificités agricoles locales. Théoriquement, dans la lignée des politiques turques de gestion participative de l'irrigation impulsées dans les années 1990, la conception des projets de *gölet* prévoyait une gestion collective de l'eau grâce à un système de distribution sous pression organisé autour d'un ensemble de tuyaux enterrés et d'hydrants (Figure 1). Suivre les pratiques d'irrigation sur le terrain a toutefois montré combien les modalités d'utilisation de l'eau du *gölet* par les irrigants dépendaient non seulement des contraintes imposées par une conception descendante des périmètres irrigués, mais aussi des pratiques déjà existantes : irrigation collective ou individuelle, avec une expérience préalable ou non de l'utilisation conjuguée des eaux de surface et souterraines, etc. Dans la majorité des cas, c'est l'accès aux forages, individuels ou gérés par une coopérative d'irrigation, qui avait entrainé une transformation en profondeur du paysage hydro-agricole et permis aux irrigants de se tourner vers des cultures commerciales (produits maraîchers à destination des métropoles turques ou arboriculture fruitière pour l'export). L'arrivée du *gölet* s'est donc plutôt ancrée dans l'organisation socio-spatiale déjà existante autour de l'irrigation, n'entrainant pas un basculement soudain de systèmes de production déjà intensifs, mais plutôt des renégociations des conditions de la gestion locale de l'eau (Le Visage et Kuper, 2019). Il ne s'agit pas de présenter ici la diversité des trajectoires étudiées dans la région

d'Izmir. À titre d'exemple, le cas du village d'Emiralem peut illustrer l'intérêt de partir des manières de s'approprier les projets d'irrigation localement pour comprendre plus largement les conditions de leur mise en œuvre et ainsi les reconfigurations continues des relations État-société au quotidien.

Emiralem se situe dans le district de Menemen, au nord d'Izmir, sur le fleuve Gediz. Dans le village passe un des deux canaux primaires construits par le DSI pour le développement de l'irrigation de la plaine de Menemen, canaux dérivant l'eau du régulateur d'Emiralem construit entre 1939 et 1944. Pourtant, ce n'est que dans les années 1990 que le village a été intégré au périmètre de la grande hydraulique. Entre temps, dans les années 1980, la direction générale des services ruraux avait installé des pompes directement dans le Gediz, gérées par une coopérative d'irrigation, mais celle-ci fût rapidement abandonnée (corruption du bureau puis non-réparation de pompes tombées en panne). À l'arrivée (tardive) des canaux de la grande hydraulique, les agriculteurs se sont donc passés de cette nouvelle irrigation collective jugée contraignante, préférant l'utilisation intensive et individuelle des eaux souterraines grâce à des forages privés. L'évolution progressive des techniques d'accès aux eaux souterraines (des puits dans les années 1960-1970 aux forages avec pompes submersibles dans les années 1990) a permis de basculer vers un nouveau modèle agricole. Emiralem a vu l'essor d'un maraîchage intensif toute l'année, y compris pour la production de fraises, avec plusieurs récoltes par an sur des parcelles faisant souvent moins d'un demi-hectare. Un *gölet* a toutefois été construit par le DSI entre 2012 et 2014, officiellement pour irriguer les terres restées en dehors des périmètres de la grande hydraulique.

Différentes manières de capter et d'acheminer l'eau nouvellement rendue disponible grâce à cet aménagement ont été identifiées sur le terrain, allant dans le sens d'une sécurisation de l'irrigation par les eaux souterraines (figure 3).

Figure 3 : Manières de capter l'eau du *gölet* à Emiralem



Certaines parcelles d'oliviers jusque-là non irriguées sur les coteaux d'Emiralem ont bénéficié du projet de *gölet* (cas a sur la figure 3). Cependant, l'eau rendue disponible a surtout été utilisée sur des parcelles déjà irriguées grâce aux forages privés, quoique plus ou moins rapidement selon leur proximité avec les vannes du projet et l'existence ou non de réseaux privés acheminant l'eau des forages situés aux abords du Gediz vers l'amont.

Chaque hydrant construit par le DSI comptait deux prises d'eau principales. Sur chacune se trouvaient un ensemble de branchements, les différents irrigants ayant des parcelles proches s'y étant raccordés directement (cas b). Dans certains cas, une seule personne s'était approprié une prise d'eau, voire un hydrant (cas c). C'est ce qu'a pu faire H., propriétaire d'environ 100 da[10] (la moyenne à Emiralem étant plutôt de moins de 5 ou 10 da par famille) et gérant d'un commerce de matériel agricole et de construction (Figure 4).

Figure 4 : Photos de vannes individuelles installées sur les hydrants du projet de *gölet*

À gauche : Les trois tuyaux près de l'hydrant apportent l'eau aux parcelles de trois maraîchers. Le tuyau passant derrière la grille à gauche appartient à H, grand propriétaire à Emiralem.

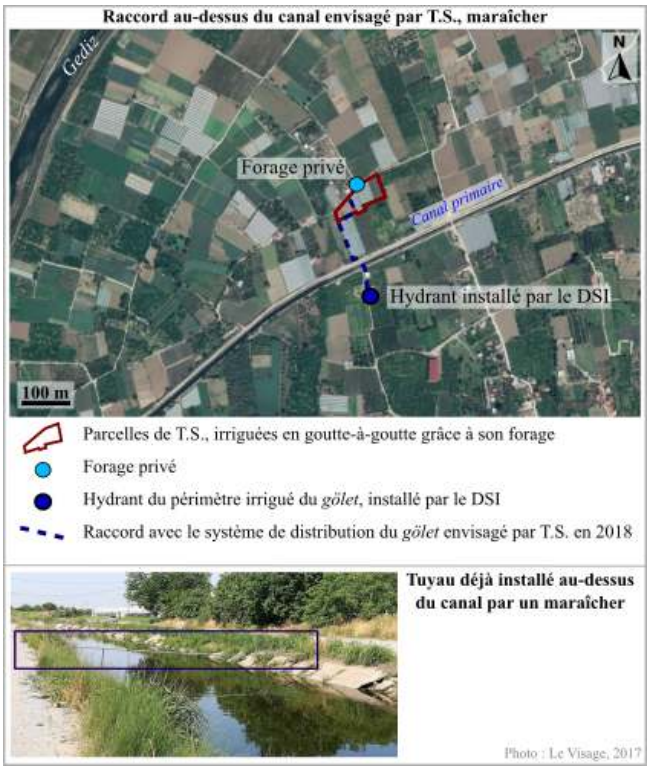
À droite : Un employé à temps plein de H., montrant les raccords réalisés sur les deux prises d'un autre hydrant.

Source : Le Visage, 2017

Pour les parcelles distantes des hydrants du réseau, car situées plus en avant près du Gediz, plusieurs manières d'acheminer l'eau du *gölet* ont été observées. Certains irrigants pouvaient déjà acheminer l'eau depuis une parcelle équipée d'un forage près du fleuve vers les terres plus au sud où les eaux souterraines étaient moins facilement accessibles. C. avait déjà un tuyau enterré sur près de 2000 mètres pour envoyer l'eau de son forage vers une parcelle non équipée au sud. Il a pu se brancher au réseau du *gölet via* cette dernière et, de là, acheminer l'eau de surface en sens inverse vers ses parcelles situées plus au nord (cas d). D'autres irrigants ont partagé les coûts d'installation de tuyaux (cas e) : par exemple, quatre irrigants ont acheminé ensemble l'eau du *gölet* vers leurs parcelles plus éloignées, l'utilisant ensuite tour à tour sur de petits vergers ne nécessitant pas une irrigation quotidienne (mandariniers, grenadiers).

Enfin, les derniers irrigants s'étant raccordés au réseau du *gölet* avaient leurs parcelles situées de l'autre côté du canal primaire de la grande hydraulique. Cet emplacement imposait de faire passer un tuyau de manière très visible au-dessus du canal (cas f). T. possédait plusieurs serres de fraises et de tomates au nord de celui-ci, qu'il irriguait avec un forage privé. En 2018, après avoir hésité plusieurs années, il décidait d'y acheminer l'eau du *gölet* pour le printemps 2019 (Figure 5). Les irrigants dans son cas voulaient être sûrs que les maraîchers d'Emiralem pouvaient effectivement utiliser l'eau du *gölet* sans passer par la création d'une coopérative d'irrigation sur le périmètre du projet tel que demandé par le DSI.

Figure 5 : Raccords passant au-dessus du canal primaire



Ces différents exemples de bricolage matérialisent le détournement du projet planifié par le DSI, avec un marquage symbolique d'une certaine appropriation du *gölet* par les irrigants : sans en avoir la gestion officielle, l'utilisation de cette eau était de plus en plus assumée, visible en dehors du périmètre prévu. Ces marges de manœuvre progressivement acquises ont montré que les irrigants avaient conscience de la visite régulière d'ingénieurs de l'administration étatique disposant d'une certaine forme d'autorité, mais qu'ils misaient aussi sur un certain laisser-faire de leur part tant que les discussions avec le DSI sur les conditions de gestion du *gölet* étaient maintenues.

La mise en œuvre des projets : négociations, transactions, laisser-faire

Les ingénieurs rencontrés au DSI savaient bien que l'économie agricole d'Emiralem dépendait déjà de forages privés en grande partie non déclarés et que les irrigants convoitaient l'eau du *gölet* surtout pour diminuer le coût de pompage électrique des eaux souterraines. Contraints par les règles propres à leur administration sur le transfert de gestion des projets à des autorités de village, des municipalités ou des coopératives d'irrigation, ils ont cherché des repreneurs sur place. La municipalité de district de Menemen n'était pas une option : selon eux, sans expérience de l'irrigation, il n'était pas possible qu'elle réussisse à gérer la situation d'Emiralem – problématique non seulement en raison de l'alternative que représentaient les forages privés pour les maraîchers face aux tentatives d'imposer une gestion collective pour l'utilisation du *gölet*, mais aussi parce qu'il s'agissait d'une des rares localités du district moins favorables au CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, ou Parti Républicain du Peuple, parti d'opposition au pouvoir central, majoritaire à Menemen). De plus, Emiralem avait sa

propre municipalité (*belde*) avant de devenir quartier (*mahalle*) de Menemen suite aux réformes simplifiant la carte administrative turque en 2008 et 2012, ce qui explique le peu d'intérêt de certaines municipalités de district pour de nouvelles compétences sur des questions rurales locales. Les ingénieurs du DSI se sont donc tournés vers d'autres acteurs, tels que l'association d'irrigants gérant le périmètre hérité de la grande hydraulique à côté d'Emiralem. Toutefois, ses relations étaient déjà tendues avec les maraîchers qui se sont affranchis de l'irrigation collective grâce aux forages et l'association d'irrigants a finalement décidé de ne pas reprendre la gestion du *gölet*. Enfin, des rencontres régulières du DSI avec un *muhtar* entre 2015 et 2018 visaient la relance d'une coopérative d'irrigation (à l'abandon depuis la fin des années 1980) pour une gestion locale du *gölet*, en vain. Le DSI a donc fermé les yeux sur son utilisation individuelle et gratuite par les maraîchers, en attendant de trouver une meilleure solution[11].

Bien que préférant profiter d'un *statu quo* permettant d'utiliser l'eau du *gölet* gratuitement, certains maraîchers se renseignaient discrètement sur les conditions requises pour sa gestion dans le cadre d'une coopérative. Si les relations avec l'administration étaient tendues, le contact n'était jamais rompu pour garder la possibilité de négocier au cas où la situation changerait. C'était le cas de H., propriétaire et commerçant évoqué précédemment, dont une partie des terres était dans le périmètre irrigué prévu par le projet initial du DSI. Il aurait aimé investir dans la gestion du *gölet* si celle-ci avait pu être privée, pour irriguer ses parcelles et vendre de l'eau à ceux qui le souhaitaient. À défaut, il se tenait prêt à créer une coopérative, au cas où le DSI mettrait un arrêt à l'utilisation informelle du *gölet*. Il avait déjà une idée des sept membres fondateurs qu'il choisirait (obligation légale minimale pour l'enregistrement au ministère de l'Agriculture) et, pour assurer une rentrée d'argent à cette coopérative, il comptait mobiliser ses relations à la mairie de Menemen pour obtenir la gestion des cafés ou du pressoir de l'ancienne municipalité d'Emiralem. Il avait déjà obtenu de cette façon et pour son propre compte la location de parcelles de mandariniers que la municipalité d'Emiralem gérait par le passé. Cet exemple montre comment l'arrivée d'un nouveau projet permet à des acteurs disposant déjà d'un certain capital financier et social de consolider leur position localement. Ils connaissent les codes pour dialoguer avec les représentants de l'État et ont compris que le DSI s'appuie sur des interlocuteurs ayant déjà une certaine légitimité auprès des irrigants et avec lesquels ils pourront avoir des relations verticales. Reste une tension entre différentes logiques d'irrigation : si une gestion collective doit finalement être impulsée, elle le sera probablement grâce à l'intérêt économique représenté pour des acteurs déjà puissants localement, mais ne pouvait que difficilement émerger tant que des arrangements individuels maintenaient un statut quo en faveur de ces derniers.

L'arrivée d'une infrastructure permet aussi à des acteurs moins puissants de saisir de nouvelles opportunités de pouvoir (élection en tant que *muhtar*, etc.). À Emiralem, cela se lit dans la volonté de deux jeunes maraîchers, cousins, de créer ensemble une coopérative pour la gestion du *gölet*. Ils s'inquiétaient que les irrigants ayant, comme eux, leurs terres en dehors du périmètre officiel du projet ne puissent plus bénéficier de la ressource si une coopérative était créée et limitait la distribution de l'eau à ce périmètre. Pour se renseigner sur les conditions de transfert de gestion imposées par le DSI, ils se sont tournés vers le président de la chambre d'agriculture de district à Menemen qu'ils connaissaient personnellement. Ils se sont découragés lorsque l'association d'irrigants fût considérée comme un repreneur potentiel par le DSI, puis

lorsqu'ils apprirent qu'H. était intéressé. Ils ont donc attendu, profitant de plusieurs années d'irrigation informelle et gratuite, mais ont toujours gardé un œil sur ce qu'il se passait dans le village : à défaut d'en obtenir la direction, ils espéraient rejoindre le conseil d'administration d'une coopérative, si elle était créée, pour faire valoir leurs intérêts, essayant pour cela de s'assurer le soutien de leur *muhtar* et de leur voisinage. L'un d'eux expliquait n'avoir ni les relations ni le temps pour s'engager en politique, mais voyait l'arrivée du *gölet* comme une opportunité pour s'investir dans la vie du village. Intégrer une institution pour la gestion de l'eau était vu comme un tremplin symbolique dans les relations sociales locales.

Autour des *gölet* continuent de se façonner au quotidien certaines représentations réciproques de « l'État » (aménageur depuis Ankara ou à la fois surveillant et arrangeant lorsqu'incarné par un ingénieur du DSI) et des « irrigants » (tout homogène « bénéficiaire » des projets de développement ou incarné par des particuliers pouvant jouer le rôle d'intermédiaires dans les négociations). Cela se lit dans des bricolages sociotechniques de plus en plus visibles – parfois dénoncés, quoique tolérés – du système irrigué initialement prévu.

Discussion : « mise en ressource » de l'eau et façonnage des représentations État-société

Les dispositifs de marquage de l'espace qui transforment l'eau en ressource opèrent aussi bien sur place (tuyaux, vannes, compteurs) qu'à distance (cartes, graphiques) (Raffestin, 1980). La matérialité des infrastructures renvoie au *design* des projets au stade de la planification dans une territorialisation descendante (dimensionnement, matériaux, expertise du DSI), ainsi qu'aux adaptations techniques et bricolages réalisés par les irrigants pour se les approprier. C'est ce double façonnage qui vient modifier la matérialité même de l'eau (Aubriot, 2013 ; Ivars et Venot, 2018), c'est-à-dire : i) sa circulation physique, sa disponibilité et les modalités de son accès et de son utilisation, ii) les représentations qui en découlent : « stock » rendu disponible ou « flux » entre eaux de surface et souterraines, « eau de l'État » à valoriser pour le DSI ou « eau du village dans un ouvrage d'État » pour les maraîchers et arboriculteurs d'Izmir. Observer les *manières de faire* autour des objets (de Certeau, 1990) met ainsi en évidence les intérêts et représentations des acteurs impliqués *de facto* dans la mise en œuvre des projets (irrigants, agents du DSI, politiciens, coopératives, *muhtar*, municipalités, etc.) (Tableau 1).

Tableau 1 : Manières de faire, intérêts et représentations au fil de la trajectoire du *gölet*

Autour du *gölet*	**Planification**	**Mise en œuvre**	**Appropriation**

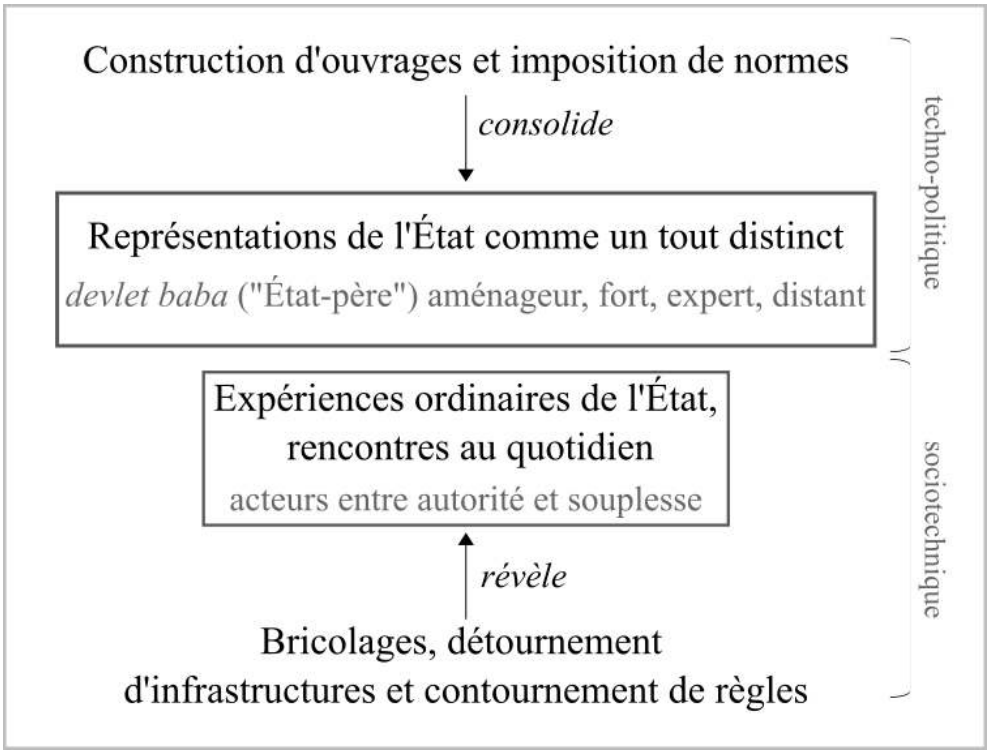
Manières de faire, pratiques	- Effets d'annonce politiques. - Adaptation aux nouvelles injonctions nationales et internationales pour les projets de développement.	- Mobilisation de réseaux de relations pour négocier les conditions de transfert de gestion des *gölet* (irrigants et employés des agences locales du DSI).	- Captation de la nouvelle ressource rendue disponible et adaptation des infrastructures (augmentation des surfaces irriguées ou utilisation conjuguée des eaux de surface et souterraines).
Intérêts variés pour le projet	- Visibilité politique (gouvernement). - Cœur de métier à perpétuer (administration du DSI).	- Intérêt partagé pour l'irrigation. - Opportunités de pouvoir dans la gestion des nouveaux ouvrages.	- Sécuriser l'accès à l'eau, réduire les coûts de pompage des eaux souterraines - Usages secondaires (récréatif, pêche...).
Représentations de l'objet	- « Grand programme » : développement national. - « Petits objets » : développement local sans l'impact socio-environnemental des grands barrages.	- Pour les ingénieurs du DSI : projet à destination de « bénéficiaires », valorisation de terres « sous-utilisées » ; - Pour les irrigants : intervention bénéfique de l'État-aménageur (*devlet Baba* ou « Etat-père »), mais contraintes de gestion imposées et hors des réalités du terrain.	- Ouvrage de « l'État », mais eau du « village » (selon les irrigants). - Détournements de l'infrastructure critiqués, mais tolérés (par les ingénieurs sur le terrain).

Modifié à partir de Le Visage, 2020.

La trajectoire du *gölet* justifie donc bien d'analyser ensemble les processus polycentriques de construction des ressources et de construction des États, dans le sillage de la *political ecology* et de la géographie politique (Bridge, 2014 ; Redon *et al.*, 2015 ; Blot et Besteiro, 2017 ; Koch et Perreault, 2019). Un programme tel que celui des « 1000 *gölet* en 1000 jours » contribue de différentes manières à façonner non seulement les représentations de l'eau des *gölet*, mais aussi les représentations que les acteurs ont les uns des autres – c'est l'État « comme effet » (Mitchell, 1991). D'une part, dans une

perspective techno-politique, il consolide l'idée d'un État-aménageur fort et expert qui se distinguerait d'une sphère sociale bénéficiaire de ses interventions. D'autre part, une lecture plus sociotechnique à partir des pratiques locales autour des *gölet* met en évidence des arrangements trouvés pour leur gestion et révèlent des expériences plus ordinaires de l'État par les irrigants (Figure 6).

Figure 6 : L'État comme effet au prisme des objets techniques



La terminologie des « *tactiques* » et « *stratégies* » (de Certeau, 1990) est parfois reprise dans une perspective techno-politique pour distinguer les *stratégies* des acteurs dominants et les *tactiques* des dominés qui vont contourner au quotidien les politiques qui leur sont imposées (Scott, 1998 ; Harris, 2012). Si l'on suit cette idée, la mise en politique de l'objet technique *via* la planification des « 1000 *gölet* en 1000 jours » et l'imposition de règles de gestion de l'eau établies au niveau national révéleraient en effet des *stratégies* de légitimation étatique. Les bricolages des réseaux d'irrigation par les agriculteurs renverraient pour leur part à des *tactiques* pour que les infrastructures répondent mieux à leurs besoins.

Il est toutefois possible d'apporter quelques nuances sur ces catégories à partir d'une lecture sociotechnique, en étudiant la dimension relationnelle de la mise en œuvre des projets et en ouvrant ainsi la boîte noire de « l'ordre étatique » et celle de « l'ordre social » (Aymes *et al.*, 2014 ; Massicard, 2019). En effet, les dispositifs de gouvernement apparaissent dans une certaine mesure comme eux-mêmes faits d'adaptation et de bricolage : les ingénieurs du DSI au niveau opérationnel à Izmir ont par exemple dû tolérer le contournement de leurs propres règles, se débrouiller pour faire marcher les projets malgré des injonctions contradictoires entre modalités officielles de transfert, pression politique des municipalités par l'intermédiaire des partis et « normes pratiques » de leur culture bureaucratique priorisant l'irrigation (Olivier de Sardan, 2004). Par ailleurs, les irrigants profitent de ces marges de manœuvre lors

d'interactions avec l'administration. Les négociations autour des *gölet* constituent parfois pour eux de vraies stratégies pour saisir des opportunités politiques : en mobilisant leurs relations sociales et politiques, certains irrigants ont renforcé leur position sociale localement, d'autres ont saisi l'occasion d'accéder à de nouvelles positions de pouvoir. Loin de gommer les structures « persistantes » de domination (Murphy, 2012), la perspective relationnelle vient au contraire *incarner* les dynamiques de pouvoir en rendant visibles les capacités inégales des acteurs à influencer ou contraindre les autres lorsqu'ils interviennent dans la transformation des territoires.

Conclusion

Cet article partait d'un constat : d'un côté, la géographie politique s'intéresse aux processus de « mise en ressource » de l'eau (Redon *et al.*, 2015 ; Blot et Besteiro, 2017) et de l'autre, de plus en plus de recherches en *political ecology* appellent à un rapprochement avec la géographie politique dans une émergente « *political ecology of the state* » pour mieux interroger la construction de notions comme « l'État » ou le « territoire » (Harris, 2012 ; 2017 ; Loftus, 2020). Les recherches menées en terrain rural dans ce cadre se concentrent souvent sur les discours et représentations dans le cadre de projets conflictuels. En Turquie aussi, les sciences sociales sur l'environnement ont largement étudié des projets étatiques suscitant de fortes mobilisations à leur encontre, tels que le GAP dans le sud-est anatolien, les microcentrales hydroélectriques ou les projets miniers (Akbulut, 2019 ; Adaman et Akbulut, 2021 ; Akıncı *et al.*, 2020). Cet article montre dans quelle mesure une approche par les pratiques peut leur être complémentaire. L'apparente banalité de projets peu contestés fait que les rapports de pouvoir sont moins évidents, ou en tout cas moins visibles, que dans des projets ouvertement conflictuels et restent bien moins étudiés. Pourtant, l'exemple des *gölet* montre que l'arrivée de nouveaux objets techniques, même lorsqu'ils sont rapidement appropriés par les irrigants, transforment aussi les pratiques à l'œuvre sur les territoires irrigués. L'enjeu est alors de démêler les processus discrets qui infléchissent les conditions locales de la gestion de l'eau.

Il est possible de lire deux histoires qui se croisent dans le programme des « 1000 *gölet* en 1000 jours ». La première histoire est celle d'une hydraulique stratégique et productive qui s'adapte aux injonctions internationales pour poursuivre le développement de l'irrigation et assurer la perpétuation de la mission hydraulique étatique (Faggi, 1990 ; Bethemont *et al.,* 2003). Face à un aménagement pensé de manière uniforme et descendante pour obtenir des résultats rapides et visibles émerge une seconde histoire, celle d'ingénieurs d'administrations étatiques obligés de s'adapter aux réalités locales et variées du terrain. La territorialisation apparaît alors comme un processus tensionnel et polycentrique à la rencontre de différentes logiques de développement : contrôle et légitimation dans une hydraulique stratégique d'un côté, organisation sociale autour de l'eau et pouvoirs locaux de l'autre… et l'hydraulique productive comme point d'articulation et enjeu de négociation entre les deux. C'est ce croisement qui nécessite l'articulation d'une lecture techno-politique (Menga et Swyngedouw, 2018) et d'une approche sociotechnique (Mollinga, 2014 ; Valadaud et Aubriot, 2019). À travers ces deux histoires, au fil des discours, des grands aménagements et des interactions quotidiennes, ce sont différentes représentations de l'État et des irrigants qui prennent forme. Ancrer la *political ecology of the state* dans la

matérialité de l'irrigation souligne ainsi les différentes manières dont se façonnent les relations État-société, entre coercition et fabrique du consentement, les transformations territoriales pouvant être brutales ou incrémentales. Une approche par les pratiques peut permettre aux géographes et *political ecologists* de contribuer au front de recherche sur la co-construction de l'action publique en révélant les conditions matérielles et les espaces dans lesquels celle-ci prend forme.

BIBLIOGRAPHIE

ADAMAN F., AKBULUT B., 2021, Erdoğan's three-pillared neoliberalism: Authoritarianism, populism and developmentalism, *Geoforum*, vol. 124, p. 279-289.

AKBULUT B., 2019, The 'state' of degrowth: Economic growth and the making of state hegemony in Turkey, *Environment and Planning E: Nature and Space*, vol. 2, n° 3, p. 513-527.

AKINCI Z. S., BILGEN A., CASELLAS A., JONGERDEN J., 2020, Development through design: Knowledge, power, and absences in the making of southeastern Turkey, *Geoforum*, vol. 114, p. 181-188.

ALEXANDER C., 2002, *Personal States: Making Connections Between People and Bureaucracy in Turkey*, Oxford, Oxford University Press, 292 p.

ANAND N., 2017, *Hydraulic City: Water and the Infrastructures of Citizenship in Mumbai*, Duke University Press, 312 p.

AUBRIOT O., 2013, De la matérialité de l'irrigation. Réflexions sur l'approche de recherche utilisée, *Journal des anthropologues. Association française des Anthropologues*, n° 132-133, p. 123-144.

AUBRIOT O., FERNANDEZ S., TROTTIER J., FUSTEC K., 2018, Water technology, knowledge and power. Addressing them simultaneously, *WIREs Water*, vol. 5, n° 1, p. e1261.

AUVET B., 2019, *Façons de gouverner et façons de faire l'eau en Crau*, Thèse de doctorat, Paris, Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France.

AYMES M., GOURISSE B., MASSICARD E. (éd.), 2014, *L'art de l'État en Turquie : arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, Meydan, 428 p.

BARONE S., BLANCHON D., DESTANDAU F., 2019, Un panorama de la jeune recherche en sciences humaines et sociales sur l'eau. Retour sur trois éditions des « Doctoriales en sciences sociales de l'eau », *Nature Sciences Sociétés*, vol. 27, n° 3, p. 336-341.

BARRAUD R., GERMAINE M.A., 2017. *Démanteler les barrages pour restaurer les cours d'eau : Controverses et représentations*, Versailles, Quae, 260 p.

BASSETT T. J., GAUTIER D., 2014, Territorialisation et pouvoir : la *Political Ecology* des territoires de conservation et de développement. Introduction, *EchoGéo*, n° 29.

BÉNIT-GBAFFOU C., OLDFIELD S., 2011, Accessing the State: Everyday Practices and Politics in Cities of the South, *Journal of Asian and African Studies*, vol. 46, n° 5, p. 445-452.

BÉTHEMONT J., FAGGI P., ZOUNGRANA T. P., 2003, *La vallée du Sourou, Burkina Faso : genèse d'un territoire hydraulique dans l'Afrique soudano-sahélienne*, Paris, L'Harmattan, 230 p.

BILGEN A., 2019, Is Development the Continuation of 'Anti-politics' by Other Means? An Investigation Based on the Southeastern Anatolia Project (GAP) in Turkey, *Forum for Development Studies*, vol. 46, n° 3, p. 401-427.

BLANCHON D., GRAEFE O., 2012, La *radical political ecology* de l'eau à Khartoum. Une approche théorique au-delà de l'étude de cas, *L'Espace géographique*, vol. 41, n° 1, p. 35-50. https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2012-1-page-35.htm

BLOT F., BESTEIRO A. G., 2017, Contribution de la géographie francophone à la *political ecology*, *L'Espace géographique*, vol. 46, n° 3, p. 193-213. https://www.cairn.info/journal-espace-geographique-2017-3-page-193.htm

BOULEAU G., FERNANDEZ S., 2012, La Seine, le Rhône et la Garonne : trois grands fleuves et trois représentations scientifiques, *in* GAUTIER D. (éd.), *Environnement, discours et pouvoir*, Versailles, Quæ, p. 201-218. DOI : 10.3917/quae.gaut.2012.01.0201.

BOYER A.-L., 2020, *De la ville-oasis à la ville désert. L'adaptation urbaine à la rareté de l'eau à Phoenix et à Tucson (Arizona)*, Thèse de doctorat, Lyon.

BRIDGE G., 2014, Resource geographies II: The resource-state nexus, *Progress in Human Geography*, vol. 38, n° 1, p. 118-130. https://doi.org/10.1177/0309132513493379

CERTEAU M. DE, 1990, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 416 p.

CLARIMONT S., 2015, *Action territoriale et environnement. Entre injonctions globales et contraintes locales*. Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Pau et des Pays de l'Adour.

CROMBÉ L., 2017, *Enjeux d'échelles, enjeux politiques : l'approvisionnement et l'accès à l'eau dans les quartiers périphériques du grand Khartoum (Soudan)*, Thèse de doctorat, Université Paris 10.

CROW-MILLER B., WEBBER M., MOLLE F., 2017, The (Re)turn to Infrastructure for Water Management? *Water Alternatives*, vol. 10, n° 2, p. 195-207. https://www.water-alternatives.org/index.php/alldoc/articles/vol10/v10issue2/351-a10-2-1/file

DRAPIER L., 2019, *Approche géographique comparée du démantèlement des seuils et des barrages sur les deux rives de l'Atlantique : projet écologique, politiques publiques et riverains (Sélune, Orne, Musconetcong, Wood-Pawcatuck, Mousam)*, Thèse de doctorat, Université Paris Est.

FAGGI P., 1990, Les développements de l'irrigation dans la diagonale aride entre logique productive et logique stratégique, *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, n° 1, p. 21-26.

FALL J. J., 2012, Reading Claude Raffestin: Pathways for a critical biography, *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 30, n° 1, p. 173-189.

FLAMINIO S., 2018, *(Se) représenter les barrages : (a)ménagement, concessions et controverses*, Thèse de doctorat, Université de Lyon.

GERMAINE M.-A., BLANCHON D., TEMPLE-BOYER É., FOFACK-GARCIA R., 2019, Les objets techniques au prisme du cycle hydrosocial : renouveaux théoriques et empiriques, *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 3. https://doi.org/10.4000/developpementdurable.16287

GHIOTTI S., 2018, *Analyser et comprendre les territoires hydro-sociaux en Méditerranée et ailleurs. Application au complexe lagunaire et aux zones humides de l'étang de l'Or (Hérault, France)*, Habilitation à Diriger des Recherches, Ecole normale supérieure de Lyon.

GHIOTTI S., MOLLE F., 2008, Vers de nouveaux grands barrages en Méditerranée ? *Maghreb-Machrek*, n° 196, p. 63-78.

HARRIS L. M., 2012, State as Socionatural Effect: Variable and Emergent Geographies of the State in Southeastern Turkey, *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, vol. 32, n° 1, p. 25-39.

HARRIS L. M., 2017, Political ecologies of the state: Recent interventions and questions going forward, *Political Geography*, vol. 58, p. 90-92.

HARRIS L. M., 2020, Assessing states: Water service delivery and evolving state–society relations in Accra, Ghana and Cape Town, South Africa, *Environment and Planning C: Politics and Space*, vol. 38, n° 2, p. 290-311. DOI : 10.1177/2399654419859365

HOMMES L., BOELENS R., MAAT H., 2016, Contested hydrosocial territories and disputed water governance: Struggles and competing claims over the Ilisu Dam development in southeastern Turkey, *Geoforum*, vol. 71, p. 9-20. DOI:10.1016/j.geoforum.2016.02.015

IORIS A. A. R., 2014, *The Political Ecology of the State: The basis and the evolution of environmental statehood*, Londres, Routledge, 197 p.

IVARS B., VENOT J.-P., 2018, Entre politiques publiques et matérialité : associations d'usagers et infrastructures d'irrigation au Cambodge, *Natures Sciences Sociétés*, vol. 26, n° 4, p. 383-394. DOI : 10.1051/nss/2018053

KOCH N., PERREAULT T., 2019, Resource nationalism, *Progress in Human Geography*, vol. 43, n° 4, p. 611-631. DOI : 10.1177/0309132518781497

KOOIJ S. VAN DER, ZWARTEVEEN M., KUPER M., 2015, The material of the social: the mutual shaping of institutions by irrigation technology and society in Seguia Khrichfa, Morocco, *International Journal of the Commons*, vol. 9, n° 1, p. 129-150.

KOOY M., 2014, Developing Informality: The Production of Jakarta's Urban Waterscape., *Water Alternatives*, vol. 7, n° 1, p. 35-53.

LE VISAGE S., 2020, *« 1000 gölet en 1000 jours » : dynamiques hydro-territoriales et invention du consensus autour de petits barrages collinaires à Izmir, Turquie*, Thèse de doctorat, Université Paris Nanterre.

LE VISAGE S., 2021, Making small-dams work: everyday politics around irrigation cooperatives in Turkey, *European Journal of Turkish Studies*, URL: https://journals.openedition.org/ejts/7099 (consulté le 26 décembre 2021).

LE VISAGE S., KUPER M., VENOT J.-P., YERCAN M., ATIS E., 2018, Pursuing the State's hydraulic mission in a context of private groundwater use in the Izmir Province, Turkey, *Water Alternatives*, vol. 11, n° 2, p. 421-438.

LE VISAGE S., KUPER M., 2019, Sous les *gölet*, les forages. Infrastructures d'irrigation et trajectoires des territoires de l'eau dans la région d'Izmir (Turquie), *Développement durable et territoires, vol.* 10, n° 3.

LEES S. H., 1986, Coping with bureaucracy: Survival strategies in irrigated agriculture, *American Anthropologist*, vol. 88, n° 3, p. 610-622.

LOFTUS A., 2020, Political ecology II: Whither the state? *Progress in Human Geography*, vol. 44, n° 1, p. 139-149.

MARIÉ M., 1996, Aménager ou ménager le territoire, *Annales des Ponts et Chaussées*, vol. 77, p. 67-76.

MARIÉ M., 2004, L'anthropologue et ses territoires, *Ethnologie française*, vol. 34, n° 1, p. 89-96.

MASSICARD E., 2019, *Gouverner par la proximité : Une sociologie politique des maires de quartier en Turquie*, Paris, Karthala, 388 p.

MEEHAN K. M., 2014, Tool-power: Water infrastructure as wellsprings of state power, *Geoforum*, vol. 57, p. 215-224.

MENGA F., SWYNGEDOUW E., 2018, *Water, Technology and the Nation-State*, Londres, Routledge, 389 p.

MIGDAL J. S., 1994, The state in society: an approach to struggles for domination, *State power and social forces: Domination and transformation in the Third World*, Princeton University, vol. 11, p. 37. DOI : 10.1017/CBO9781139174268

MITCHELL T., 1991, The limits of the state: Beyond statist approaches and their critics, *American political science review*, vol. 85, n° 1, p. 77-96.

MITCHELL T., 2002, *Rule of Experts*, University of California Press, 429 p.

MOLLE F., 2012, La gestion de l'eau et les apports d'une approche par la *political ecology*, *in Environnement, discours et pouvoir*, Versailles, Quæ, p. 219-238.

MOLLE F., MOLLINGA P. P., WESTER P., 2009, Hydraulic Bureaucracies and the Hydraulic Mission: Flows of Water, Flows of Power, *Water Alternatives*, vol. 2, n° 3, p. 328-349.

MOLLINGA P. P., 2014, Canal irrigation and the hydrosocial cycle: The morphogenesis of contested water control in the Tungabhadra Left Bank Canal, South India, *Geoforum*, vol. 57, p. 192-204.

MURPHY A. B., 2012, Entente territorial: Sack and Raffestin on territoriality, *Environment and planning D: society and space*, vol. 30, n° 1, p. 159-172.

NIGHTINGALE A. J., 2018, The socioenvironmental state: Political authority, subjects, and transformative socionatural change in an uncertain world, *Environment and Planning E: Nature and Space*, vol. 1, n° 4, p. 688-711.

OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2004, État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone, *Politique africaine*, vol. 96, n° 4, p. 139-162.

PELUSO N. L., LUND C., 2011, New frontiers of land control: Introduction, *The Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n° 4, p. 667-681.

PÉROUSE J.-F., 2013, Hybristanbul, *La Vie des idées*, < https://laviedesidees.fr/Hybristanbul.html > (consultation le 13 août 2020).

PERREAULT T., 2021, Materializing space, constructing belonging: Toward a critical-geographical understanding of resource nationalism, *in The Routledge Handbook of Critical Resource Geography*, Routledge, p. 126-139.

PERRIN J. A., 2018, *Gouverner les cours d'eau par un concept : Etude critique de la continuité écologique des cours d'eau et de ses traductions*, Thèse de doctorat, Université de Limoges.

RAFFESTIN C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC, 235 p.

REDON M., MAGRIN G., CHAUVIN E., BRUSLÉ L. P., LAVIE E., 2015, *Ressources mondialisées : Essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 336 p.

RESCH M., 2020, *Les territoires d'approvisionnement en eau potable de Paris : du transfert à la préservation des ressources*, Thèse de doctorat, Université de Paris.

ROBBINS P., 2008, The state in political ecology: A postcard to political geography from the field, *in The Sage handbook of political geography*, Sage London, p. 205-218.

ROBERTSON M., 2015, Political ecology and the state, *in The Routledge handbook of political ecology*, Routledge, p. 457-466.

RODINA L., HARRIS L. M., 2016, Water Services, Lived Citizenship, and Notions of the State in Marginalised Urban Spaces: The case of Khayelitsha, South Africa, *Water Alternatives*, vol. 9, n° 2, p. 336-355.

ROMANO S. T., NELSON-NUÑEZ J., LAVANCHY G. T., 2021, Rural water provision at the state-society interface in Latin America, *Water International*, DOI:10.1080/02508060.2021.1928973

ROUILLÉ-KIELO G., 2020, *Traduction du concept de Paiements pour Services Hydriques, politiques de l'eau et processus de territorialisation au Kenya*, Thèse de doctorat, Université Paris Nanterre.

RUSCA M., DOS SANTOS T., MENGA F., MIRUMACHI N., SCHWARTZ K., HORDIJK M., 2019, Space, state-building and the hydraulic mission: Crafting the Mozambican state, *Environment and Planning C: Politics and Space*, vol. 37, n° 5, p. 868-888.

SACK R. D., 1986, *Human territoriality: its theory and history*, CUP Archive, 272 p.

SCOTT J. C., 1998, *Seeing like a state: How certain schemes to improve the human condition have failed*, Yale University Press, 464 p.

SVARSTAD H., OVERÅ R., BENJAMINSEN T., 2018, Power theories in political ecology, *Journal of Political Ecology*, vol. 25, n° 1, p. 350-363.

SWYNGEDOUW E., 1999, Modernity and hybridity: nature, regeneracionismo, and the production of the Spanish waterscape, 1890–1930, *Annals of the association of American Geographers*, vol. 89, n° 3, p. 443-465.

VALADAUD R., AUBRIOT O., 2019, Dialectiques hydrosociales à l'épreuve. Décrypter la dimension politique d'objets techniques utilisés pour l'irrigation au Népal, *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, vol. 10, n° 3.

VANDERGEEST P., PELUSO N. L., 1995, Territorialization and state power in Thailand, *Theory and Society*, vol. 24, n° 3, p. 385-426.

VELDWISCH G.J.A, MOLLINGA P.P., 2013, Lost in transition? The introduction of water users associations in Uzbekistan, *Water International*, vol. 38, n° 6, p. 758-773.

ZUG S., GRAEFE O., 2014, The gift of water. Social redistribution of water among neighbours in Khartoum, *Water Alternatives*, vol. 7, n° 1, p. 140-159.

NOTES

1. L'idée de *socionature* au cœur de ces notions – *waterscape*, cycle hydrosocial, territoire hydrosocial – n'est pas rediscutée ici (Blanchon et Graefe, 2012 ; Ghiotti, 2018).
2. Selon P. Faggi, en transformant les paysages et en modifiant les filières agricoles grâce au développement de l'irrigation, l'hydraulique stratégique intègre des espaces considérés en marge dans le réseau des territoires aménagés et sous contrôle.
3. Ici, les arrangements sont compris comme le résultat jamais figé, souvent discret, de négociations et transactions au quotidien entre les sphères politiques, administratives et privées (Aymes *et al.*, 2014). Pour une discussion plus détaillée de ces processus en lien avec la mise en œuvre des projets d'irrigation, voir Le Visage, 2021.

4. Le parallèle peut aussi être fait avec les recherches sur le démantèlement de seuils qui partent d'objets techniques (barrages, passes à poisson, moulins, etc.) pour étudier les frottements entre politiques nationales et pratiques locales (Barraud et Germaine, 2017).
5. Le terme *gölet* (*petit lac*, *étang*) renvoie au réservoir plus qu'à la retenue, soit à la dimension « ressource ».
6. Hauteur supérieure à 15 mètres ou hauteur entre 5 et 15 mètres avec un réservoir de plus de 3 millions de m^3. Les *gölet* étudiés dans le département d'Izmir mesuraient entre 18 et 48 mètres de haut.
7. 7 villages où des réservoirs ont été construits dans le cadre du programme national des 1000 *gölet* en 1000 jours, 3 villages avec des réservoirs antérieurs à 2012 pour mettre en perspective la mise en œuvre des nouveaux projets.
8. 50 000 pompes étaient déclarées dans le département en 2013, auxquelles il faut ajouter les forages non déclarés et la spécificité de coopératives d'irrigation, nombreuses à Izmir, gérant des forages collectifs à l'échelle des villages.
9. Le DSI a toujours su s'adapter aux injonctions des bailleurs internationaux et reste également très présent dans des arènes où les enjeux socio-environnementaux sont devenus incontournables (à titre d'exemples le Forum mondial de l'eau, le Forum mondial de l'irrigation ou la Commission internationale de l'irrigation et du drainage).
10. Un decare (da) équivaut à 0,1 hectare ou dix ares (soit 1000 m^2). À Izmir, un decare équivaut aussi à un *dönüm*, unité la plus utilisée par les agriculteurs (et très répandue dans les territoires de l'ancien Empire Ottoman).
11. En 2018, dans un contexte où aucune règle de gestion n'avait été établie, des irrigants commençaient à critiquer les pratiques de sur-irrigation détériorant le réseau de distribution sous pression et une dizaine d'irrigants, de bords politiques différents mais connus pour avoir utilisé l'eau du *gölet* dès 2015 et les moyens de payer, ont partagé par l'intermédiaire du *muhtar* les coûts de certaines réparations.

RÉSUMÉS

La *political ecology* comme la géographie francophone étudient les processus mutuellement constitutifs de mise en ressource de l'eau et de façonnage de l'idée même d'Etat. Pour cela, beaucoup de recherches étudient les dynamiques de domination et de résistance à l'œuvre lors de projets contestés. Cet article montre qu'une approche par la matérialité de l'irrigation peut leur être complémentaire en révélant les relations de pouvoir moins visibles de la politique du quotidien. Partir des pratiques autour des objets techniques – ici des réservoirs de barrages collinaires en Turquie – permet d'analyser ensemble les processus de territorialisation et le façonnage des relations Etat-société. La territorialisation est abordée ici comme pouvant être à la fois stratégique et relationnelle et les territoires irrigués peuvent alors être lus comme des espaces de co-production de l'action publique.

Both political ecology and Francophone geography study the mutually constitutive processes of resource-making and state-making. To this end, much research study the dynamics of domination and resistance at work during contested projects. This article shows that an approach through the materiality of irrigation can be complementary by revealing the less visible power relations of everyday politics. Starting from the practices around technical objects

– in this case small-dam reservoirs in Turkey – makes it possible to analyze together the processes of territorialization and the shaping of state-society relations. Territorialization is here understood as being both strategic and relational and irrigated areas can then be read as spaces of co-production of public action.

INDEX

Mots-clés : political ecology of the state, matérialité, sociotechnique, techno-politique, territorialisation
Keywords : political ecology of the state, materiality, sociotechnical, technopolitical, territorialization

AUTEUR

SELIN LE VISAGE

Post-doctorante en géographie, UMR TREE, Université de Pau et des Pays de l'Adour, E2S UPPA, CNRS, TREE, Pau, France selin.le-visage@univ-pau.fr, s.levisage@gmail.com